



APPEL A PROPOSITION 2016 AMENAGEMENT NUMERIQUE DES TERRITOIRES

Dispositif : USAGES NUMERIQUES (7.2.C)

Fonds européen concerné : FEDER

Objectif spécifique : Augmenter l'usage des services numériques

1. Actions éligibles :

Les projets éligibles sont ceux dont la composante numérique contribue à :

a. Améliorer la qualité de vie des Lorrains :

- transmission et analyse de données de santé,
- outils de télémedecine et de télésanté destinés à améliorer les conditions du maintien ou de l'hospitalisation à domicile,
- web services et/ou des applications mobiles interoperables avec la plateforme régionale de télésanté gérée par le Groupement de Coopération Sanitaire Télésanté Lorraine,
- projets domotiques visant à simplifier les parcours résidentiels collectifs,
- migration de sites internet des professionnels du tourisme vers les fonctionnalités communautaires du « web 2.0 »,
- amélioration de l'interopérabilité entre systèmes d'information, bases de données et systèmes d'informations géographiques,
- applications innovantes,
- numérisation et valorisation du patrimoine culturel et naturel,
- évolution du Système d'Information Multimodale,
- interfaces intuitives fournissant une aide à la mobilité fiable,
- web services et/ou des applications mobiles innovants pour favoriser l'échange d'informations entre les différents utilisateurs du SIM et enrichir l'offre de services aux voyageurs, notamment via l'achat sécurisé en ligne de titres ou abonnements d'un ou plusieurs réseaux de transport,
- dématérialisation intégrale de services publics,
- structuration, mise à disposition et sécurisation de données publiques,
- interopérabilité des systèmes d'information,
- accessibilité aux téléprocédures, interfaces et systèmes d'informations géographiques,

- création d'espaces publics numériques dans le but de promouvoir le télétravail.

b. Développer les pratiques éducatives innovantes : diversifier et enrichir les méthodes d'enseignement et de formation par l'accès aux ressources en ligne et aux outils numériques pour tous les acteurs du monde de l'éducation et de la formation :

- évolution des environnements numériques de travail (collèges, lycées, universités),
- applications pédagogiques et ressources didactiques hébergées à distance,
- interopérabilité des systèmes d'information ouvertes et/ou à distance,
- individualisation des parcours de formation et de valorisation des compétences autour notamment du portefeuille numérique « LorFolio », afin de favoriser l'intégration des étudiants et demandeurs d'emploi dans le monde du travail.

2. Budget indicatif :

9 797 540.71 €

3. Dépenses éligibles :

Les dépenses éligibles concernent :

- Les études, audits et missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage directement liés à la mise en œuvre d'un projet visant le développement d'usages, de services ou de contenus numériques ;
- La conception, le développement, le paramétrage et l'installation d'applications informatiques et/ou de solutions XX.NET correspondants aux actions éligibles ;
- L'acquisition de licences, de logiciels et de contenus numériques spécifiques au domaine concerné par le projet et participant à sa mise en œuvre ;
- L'acquisition d'équipements et de matériels informatiques et/ou réseaux, sous réserve de contribuer directement aux actions définies supra ;
- Les équipements numériques d'espaces structurants dans le cadre d'un programme bénéficiant du label « french tech », ainsi que le financement d'emplois permanents et de salaires directement liés aux besoins d'animation de ce programme ;
- Les dépenses de formation relatives à l'appropriation par les utilisateurs d'un nouveau service innovant, limitées à la période de démarrage du projet ;
- Les dépenses d'animation relatives à la promotion de nouveaux usages numériques liés à la mise en œuvre d'un projet (correspondant aux actions éligibles), limitées à la période de démarrage du projet.

4. Dépenses inéligibles :

Les dépenses inéligibles concernent :

- Les dépenses de fonctionnement, de maintenance, d'hébergement, de gestion, de consultation des utilisateurs et de promotion de nouveaux usages liées à la mise en œuvre d'un projet au-delà de la période de démarrage du projet ;
- Le financement d'emplois permanents et les salaires non directement liés aux besoins d'animation des initiatives bénéficiant du label « french tech » ;
- L'équipement en matériel informatique non directement lié à l'opération ;
- Les travaux de câblage et/ou de desserte liés à la mise en œuvre d'un réseau interne de communication électronique ;
- Le mobilier qui n'est pas spécifique à la bonne utilisation des matériels informatiques ;
- Les investissements qui ont déjà été matériellement achevés ou totalement mis en œuvre à la date de décision d'investissement.

5. Bénéficiaires :

- collectivités territoriales et leurs groupements,
- services déconcentrés de l'Etat,
- établissements publics de santé, d'enseignement, centres de formation des apprentis, organismes de formation professionnelle,
- entreprises,
- offices du tourisme,
- chambres consulaires,
- bailleurs sociaux,
- autorités organisatrices de transport,
- associations.

6. Taux maximum d'intervention :

- 30 % des dépenses éligibles pour les opérations menées par un bénéficiaire situé en territoire à dominante rurale et montagne,
- 25 % des dépenses éligibles pour les opérations menées par un bénéficiaire situé en territoire sous forte influence de grands pôles urbains,
- 20 % des dépenses éligibles pour les opérations menées par un bénéficiaire situé dans une des agglomérations du Sillon Lorrain,
- 35 % des dépenses éligibles pour les opérations d'envergure régionale.

Les opérations seront analysées au regard de la réglementation communautaire en matière d'aides d'Etat.

7. Montant minimum à solliciter :

2 000 € et donc un montant minimum d'investissement de 10 000 € par projet.

8. Gouvernance :

Les dossiers cofinancés par des fonds européens et s'inscrivant dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région seront examinés au sein d'un comité de programmation dédié au numérique, qui a notamment pour rôle de procéder à la programmation concertée par les cofinanceurs.

9. Critères de sélection :

Votre projet sera examiné au regard des critères de sélection suivants :

a. La cohérence avec la stratégie du PO :

Les opérations devront être en cohérence avec la stratégie du programme opérationnel (section 1 du document validé le 11/12/2014). Cette stratégie repose sur les priorités suivantes :

- Accompagner l'évolution de l'économie Lorraine vers une économie compétitive et décarbonnée ;
- Encourager la transition énergétique et la protection de l'environnement dans une logique de croissance durable ;
- Soutenir l'économie par la montée en compétence des travailleurs lorrains ;
- Promouvoir l'équité et la compétitivité des territoires.

b. La contribution du projet à l'atteinte de l'objectif spécifique du dispositif : Augmenter l'usage des services numériques

L'e-administration, l'e-éducation, la téléformation, la télésanté, la mobilité, le e-tourisme, la culture, la démocratie de proximité, l'e-inclusion et le télétravail contribuent à l'attractivité des territoires, à l'amélioration de la qualité de vie des Lorrains, à la diversification et à l'enrichissement des méthodes d'enseignement et de formation.

c. Le respect des principes directeurs de sélection propres à chaque dispositif

Une priorité sera accordée aux projets structurants, regroupant plusieurs acteurs publics de référence dans les domaines concernés, menés dans une perspective de mutualisation des moyens et des résultats au niveau régional ou départemental.

L'octroi d'une aide FEDER sera apprécié en fonction des contreparties nationales engagées en faveur du projet.

Seront prioritaires, les projets **pour lesquels il sera démontré que les objectifs s'inscrivent en cohérence avec :**

- la Stratégie de Cohérence Régionale pour l'Aménagement Numérique du Territoire ;
- les orientations nationales de la stratégie de développement numérique à l'école et dans l'enseignement supérieur ;
- les feuilles de route académique et universitaire ;
- le Schéma Directeur Régional des Systèmes d'Information de Santé et le Programme Régional de Télémédecine ;
- le Schéma Lorrain de Développement Durable de l'Economie Touristique et le Schéma Numérique pour le Tourisme Lorrain et/ou le Schéma Régional des Infrastructures de Transports ;
- les stratégies et les schémas sectoriels des Conseils Généraux et des Agglomérations dans les domaines d'action concernés ;
- le Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations, le Référentiel Général d'Interopérabilité et le Référentiel Général de Sécurité.

Dont les spécifications techniques et fonctionnelles permettront :

- d'optimiser et/ou mutualiser des ressources et des moyens (techniques, humains, logistiques...) afin de réduire les coûts de fonctionnement et d'exploitation ;
- de développer des partenariats entre acteurs publics et/ou publics-privés ;
- de lutter contre la fracture numérique et de favoriser l'égalité hommes-femmes par la diffusion et l'appropriation des usages numériques ;
- de générer des gains mesurables en matière de développement durable, de protection de l'environnement et d'efficacité énergétique ;
- de garantir le libre accès aux données et leur réutilisation par tous, sans restrictions technique, juridique ou financière.

Qui présentent un intérêt transfrontalier et/ou transnational ou pour le développement du Massif des Vosges.

d. **La contribution du projet à l'atteinte des objectifs des indicateurs**

Les projets soutenus devront permettre d'atteindre tout ou partie des indicateurs de réalisation et de résultat ici listés.

Tableau : Indicateur de résultat spécifique au programme par objectif spécifique

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Catégorie de région (le cas échéant)	Valeur de référence	Année de référence	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
19	Taux d'internautes lorrains ayant suivi une formation ou un enseignement en ligne (y compris non certifiant)	%	En transition	17%	2014	50%	Baromètre régional du numérique en Lorraine (Enquête sur la base d'un échantillon représentatif)	Tous les 2 ans

Tableau : Les indicateurs de réalisation communs et spécifiques au programme

Identificateur	Indicateur	Unité de mesure	Fonds	Catégorie de région	Valeur cible (2023)	Source des données	Fréquence de communication de l'information
Indicateur spécifique	Nouveaux services publics numériques mis en oeuvre (dans les domaines de la santé, des transports, du tourisme et de la culture) contribuant à améliorer la qualité de vie des lorrains et à renforcer l'attractivité des Territoires.	Nombre de services numériques	FEDER	Région en transition	40	Bilan des projets FEDER soutenus (Système d'Information régional, ...)	Annuelle

e. **La capacité administrative et financière du porteur :**

- La capacité financière du porteur de projet
- L'existence d'une comptabilité analytique ou de tout autre système de comptabilité distinct,
- Les moyens humains et les outils dédiés à la gestion du projet
- Le bilan administratif et financier des demandes de subventions européennes antérieures effectuées par le porteur

Critères d'exclusion du porteur de projet (liste non exhaustive) : faillite, liquidation, procédure judiciaire, cessation d'activité, conflits d'intérêt, non-paiement des cotisations....

Le service instructeur s'appuiera sur des avis techniques et juridiques auprès de services internes ou externes.

10. Calendrier année 2016 :

Comité régional de Pré- Programmation
Avril
Les prochaines instances seront déterminées en fonction du calendrier des CP 2016

Programmation en Commission Permanente (CP)
A venir

11. Service instructeur et contact :

<p>Conseil Régional d'Alsace – Champagne-Ardenne – Lorraine Pôle Europe – Secteur FEDER-FSE Service FEDER myriam@thiry@lorraine.eu</p>
--